



Pleins feux sur les marchés

Novembre 2017

Marchés mondiaux

Le mois de novembre marque le premier anniversaire de la victoire de Trump aux élections américaines. Même si le débat perdure quant à l'ampleur de l'influence économique du président Trump jusqu'à maintenant, il ne fait aucun doute que les marchés financiers mondiaux témoignent d'une situation économique en amélioration. De fait, presque tous les marchés boursiers mondiaux ont inscrit des rendements à deux chiffres depuis le début de 2017. En octobre, les actions mondiales ont augmenté de 1,89 % en dollars américains, et de 5 % en dollars canadiens.

Le marché boursier canadien a augmenté de 2,7 %. Les données économiques canadiennes ont quelque peu fléchi, les ventes au détail connaissant un essoufflement et le PIB au troisième trimestre étant beaucoup plus faible qu'au premier semestre de 2017. Si l'on ajoute à cela l'incertitude entourant les négociations en cours sur l'ALENA et les propos conciliants du gouverneur Poloz de la Banque du Canada qui juge qu'il serait approprié d'attendre avant de continuer à relever les taux, il ne faut pas s'étonner que le huard se soit déprécié d'environ 3 % par rapport au billet vert.

Les marchés boursiers américains ont globalement progressé de 2,3 %, tandis que l'indice Nasdaq 100 a grimpé de 4,6 %. Les résultats trimestriels publiés par les sociétés ont été généralement solides, un nombre élevé d'entreprises affichant des résultats supérieurs aux attentes. Si l'on combine ces résultats à un indice de confiance des consommateurs supérieur aux attentes, à des données satisfaisantes dans le secteur manufacturier et à une diminution du taux de chômage, l'économie semble en bien meilleure posture qu'il y a un an.

Les marchés boursiers internationaux ont augmenté de 1,5 % (en \$ US), les marchés japonais gagnant 4,6 % (en \$ US) après la réélection de Shinzo Abe. Les marchés européens ont eu à digérer l'annonce de la BCE d'un prolongement du programme d'assouplissement quantitatif et le soulèvement en Espagne suivant le vote de la Catalogne en faveur de son indépendance. Au Royaume-Uni, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, a relevé les taux d'intérêt dans le but de combattre l'inflation, malgré la faible croissance économique. Le vote sur le Brexit et la dépréciation de la livre sterling qui s'en est suivie, ont fait grimper les données sur l'inflation au Royaume-Uni.

Les marchés émergents ont progressé de 3,5 % (en \$ US), la Chine gagnant 4 % (en \$ US). La Chine a tenu son 19e congrès national du Parti communiste chinois, dans le cadre duquel les dirigeants ont souligné la volonté du gouvernement à évaluer la croissance économique en fonction de données qualitatives et subjectives plutôt que d'objectifs de croissance numériques. Les investisseurs semblent avoir apprécié ce qu'ils ont entendu, propulsant le marché boursier chinois à la hausse de près de 50 % depuis le début de l'année.

Perspectives actuelles de la répartition de l'actif*

Catégorie d'actif	Pondération
Obligations canadiennes	Surpondération
Obligations internationales	Sous-pondération
Actions canadiennes	Pondération neutre
Actions américaines	Sous-pondération
Actions internationales	Surpondération
Actions des marchés émergents	Surpondération

* Pour les portefeuilles équilibrés, au 31 octobre 2017.

Survол

Luc de la Durantaye



« Alors que les négociations de l'ALENA sont en cours, les craintes au sujet d'un effet économique potentiellement négatif des changements qui seront apportés aux accords commerciaux existants entre les États-Unis et le Canada ont refait surface. Il va sans

dire que, si l'administration Trump mettait brutalement fin à l'ALENA, l'économie du Canada subirait un sérieux revers, qui serait presque aussi négatif que celui qui attend le Mexique. Cependant, ce n'est pas l'issue la plus probable. Nous pensons que ces négociations aboutiront probablement à une version édulcorée de l'ALENA ou, au pire, à un nouvel accord commercial bilatéral États-Unis/Canada. Dans les deux cas, l'effet potentiel sur l'économie serait assurément plus facile à gérer. Pour le moment, nous croyons que l'ALENA sera maintenu. Seuls certains domaines seront modifiés pour permettre d'afficher un gain politique plutôt que pour leur effet économique.

Les négociations ont lieu à huis clos et il est difficile d'en évaluer les progrès jusqu'ici. Ce que rapportent les médias relève plus de la gesticulation politique que d'indications claires des résultats politiques finaux. Il est donc difficile d'évaluer l'issue des négociations à ce stade. L'administration Trump pourrait aussi vouloir utiliser ces négociations pour remporter une victoire politique, vu le peu de progrès enregistré sur le front des réformes de la santé et de la fiscalité.

Des risques persistent pour le moment et celui de l'imposition de nouveaux droits compensatoires n'est pas négligeable. À l'avenir, le principal risque concerne des changements importants des mécanismes actuels de règlement des différends commerciaux, qui les rendraient beaucoup plus difficiles à résoudre. »

Titres à revenu fixe

Les cours obligataires ont repris une bonne partie du terrain perdu au mois précédent, les investisseurs ayant revu à la baisse leurs attentes à l'égard d'autres hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada (BdC). La BdC s'est dite préoccupée d'une possible incidence négative sur la croissance des renégociations sur l'ALENA et des deux hausses de taux d'intérêt effectuées depuis le début de l'année. L'appréciation du dollar canadien et les futurs changements aux critères d'admissibilité à un prêt hypothécaire pourraient également être des facteurs négatifs. Les taux des obligations américaines ont légèrement augmenté, suivant la probabilité que la Réserve fédérale américaine relève ses taux d'intérêt avant la fin de l'année.

Actions canadiennes

Le marché boursier canadien a augmenté de 2,7 %. Les données économiques canadiennes ont quelque peu fléchi, les ventes au détail connaissant un essoufflement et le PIB au troisième trimestre étant beaucoup plus faible qu'au premier semestre de 2017. Si l'on ajoute à cela l'incertitude entourant les négociations en cours sur l'ALENA et les propos conciliants du gouverneur Poloz de la Banque du Canada qui juge qu'il serait approprié d'attendre avant de continuer à relever les taux, il ne faut pas s'étonner que le huard se soit déprécié d'environ 3 % par rapport au billet vert.

Survol



Brian See

Actions,
Énergie

« Les prix du pétrole ont augmenté au cours des dernières semaines, les paramètres fondamentaux de l'offre et de la demande s'étant améliorés et le risque géopolitique s'étant intensifié. Les marchés à terme du pétrole Brent sont récemment passés en mode « déport », une condition qui implique un resserrement des marchés du pétrole à l'échelle mondiale et qui sous-entend que la demande actuelle est supérieure à l'offre. Cette situation a contribué à refaire passer les prix au-delà des 60 \$ le baril. En outre, la prime de risque géopolitique comprise habituellement dans les prix du pétrole a été essentiellement ignorée au cours des dernières années, en raison de l'offre excédentaire de pétrole à l'échelle mondiale. La prime de risque effectue un retour.

Les facteurs géopolitiques se font sentir

Le risque géopolitique continue de s'intensifier à plusieurs endroits. Au cours de la fin de semaine dernière (4 et 5 novembre), les manchettes ont fait état de l'arrestation de plusieurs membres de la famille royale et d'autres fonctionnaires de haut rang par le prince héritier saoudien MBS* dans le cadre d'une « opération anticorruption ». MBS continue de consolider son pouvoir dans le pays et, en tant que défenseur d'une réduction mesurée de la production de l'OPEP, pourrait être vu comme un catalyseur de la hausse des prix du pétrole. En outre, l'Arabie saoudite continue de miser sur un premier appel public à l'épargne de Saudi Aramco en 2018. Une hausse des prix du pétrole est plus à même d'assurer la réussite du PAPE.

Au Venezuela, la victoire électorale de Nicolas Maduro au début de l'année a plongé le pays dans un chaos économique et social. Le Venezuela produit deux millions de barils de pétrole par jour. De possibles sanctions imposées par les États-Unis ou interruptions des exportations de pétrole renforcent également le sentiment d'incertitude.

D'autres enjeux politiques existants pourraient également avoir une incidence sur les réserves de pétrole brut. Ces enjeux comprennent notamment la possible dissolution de l'accord sur le nucléaire entre les États-Unis et l'Iran, laquelle pourrait donner lieu à une remise en vigueur des sanctions économiques et une interruption de l'approvisionnement en pétrole iranien. En outre, le combat pour l'indépendance mené par le Kurdistan en Iraq et les conflits au Nigéria et en Libye pourraient à leur tour perturber l'approvisionnement pétrolier en provenance de ces pays.

Éléments à surveiller

La réduction de production de l'OPEP de 1,2 million de barils par jours (1,8 million de barils si l'on tient compte, entre autres, de la Russie) apportée l'an dernier dans le but de rééquilibrer le marché du pétrole. Théoriquement, la réduction de production de l'OPEP demeure en vigueur jusqu'au premier trimestre de 2018 et pourrait être prolongée jusqu'à la fin de 2018. Nous aurons de plus amples renseignements lors de la prochaine rencontre de l'OPEP qui se tiendra le 30 novembre. »

*Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, souvent désigné par les initiales MBS.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et non celles de Gestion d'actifs CIBC inc. Ce document vise à donner des renseignements généraux et ne vise aucunement à donner des conseils financiers, de placement, fiscaux, juridiques ou comptables. Il ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent article doit d'abord consulter son conseiller. L'information qui se trouve dans le présent document provient de sources jugées fiables et nous semble juste au moment de sa publication, mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude, l'exhaustivité ni la fiabilité. Sauf indication contraire, toutes les opinions et estimations figurant dans le présent document datent du moment de sa publication et peuvent changer. Ni le matériel ni son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit explicite de Gestion d'actifs CIBC inc. ^{MD} Gestion d'actifs CIBC et le logo CIBC sont des marques déposées de la Banque Canadienne Impériale de Commerce. Certains renseignements que nous vous avons fournis pourraient constituer des énoncés prospectifs. Ces énoncés comportent des risques connus et non connus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats ou la réalisation diffèrent sensiblement des résultats ou des rendements futurs prévus explicitement ou implicitement dans lesdits énoncés prospectifs.